

Déclaration de l'UNSA Éducation au Comité Technique Spécial Départemental du 4 juillet 2012



Le Comité Technique de la **Lozère** se réunit dans une conjoncture nouvelle qui augure d'une volonté exprimée au plus haut niveau de l'État comme du ministère, de reconstruire un dialogue social réel dans un contexte où la réussite éducative serait bien la priorité.

L'**UNSA Éducation** a dit au Ministre de l'Éducation Nationale et à la Ministre de la Réussite Educative, la nécessité de réussir la transformation du Service Public Laïque d'Education au service de la Jeunesse de ce pays.

Le chantier est immense, la situation économique difficile, le conservatisme bien enraciné, quels qu'en soient les alibis. Raison de plus pour avancer.

Dans notre rôle d'organisation syndicale, soucieuse depuis toujours de promouvoir l'efficacité et la démocratisation du système éducatif, nous sommes prêts à prendre notre part dans la réflexion et le débat sur des choix majeurs. Mais nous affirmons aussi qu'il n'y aura pas de réforme qui tienne sans les Personnels, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, et moins encore contre eux.

La rentrée qui s'annonce aurait été catastrophique ; elle sera très mauvaise. Les mille postes créés ne compenseront pas les dizaines de milliers de suppressions que nous avons connues et dont nos élèves et nos étudiants vont être les premiers à souffrir.

À ce stade, nous nous réjouissons cependant du coup d'arrêt aux fermetures de classes ou de structures - en particulier pour l'enseignement et les structures spécialisés. Mieux vaut mille postes de plus que mille postes de moins. Mieux vaut se situer dans une perspective de créations dans les cinq ans à venir, que dans la continuation du catastrophique « non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux ».

Pour autant, l'**UNSA Éducation** ne peut que s'opposer aux logiques purement comptables qui semblent devoir perdurer. Le Premier Ministre a défini il y a quelques jours, à l'issue d'un séminaire gouvernemental, le cadrage des mesures qui seront prises pour « *le redressement des comptes publics au service du redressement du pays dans la justice* ». Hors secteurs prioritaires, pour tous les autres ministères, il s'agirait de diminuer les effectifs de 2,5% par an d'ici 2015, et les dépenses de 7% en 2013 puis de 4% par an jusqu'en 2015.

L'**UNSA Éducation**, si elle n'ignore pas les difficultés budgétaires du Pays, ne peut que s'émouvoir d'une annonce qui se traduirait par la suppression de plusieurs milliers d'emplois dans les ministères concernés. Mais au-delà, son systématisme aveugle interpelle quant à la méthode avec laquelle le Gouvernement semble vouloir avancer.

Pour notre Union, l'**UNSA**, il convient, tout au contraire, de rompre avec les pratiques antérieures de suppressions purement comptables de postes et de lier désormais fortement emplois publics, budgets de fonctionnement et missions à accomplir. Les représentants de l'**UNSA** sont, pour leur part, prêts à participer à une réflexion sur les missions de Service Public. Mais ces travaux, qui tendraient à l'amélioration du service rendu aux citoyens, doivent aussi inclure les conditions de travail et la reconnaissance des Agents Publics.

L'**UNSA** réaffirme son profond attachement au Service Public, sous toutes ses formes, et demande expressément au Gouvernement d'ouvrir parallèlement, sur l'évolution de ce dernier, une large concertation dépassant le cadre de la seule Fonction Publique.

Nous serons donc des partenaires exigeants pour le Service Public comme pour le respect dû à ses Personnels.

L'**UNSA Éducation** entend être coproductrice du changement pour que notre système tienne enfin les promesses de la République. C'est pour cela que nous serons « **exigeants pour le changement** » qui doit être réel et profond, mais exigeants aussi pour qu'il ne se fasse pas à n'importe quel prix pour nos collègues et pour les publics accueillis.